

Séance ordinaire du lundi 5 octobre 2020

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-vingt et le cinq octobre, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville éducative et réussite scolaire

Présents :

Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel ASLANIAN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Tasnime AKBARALY, Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Agnès SAURAT, Bernard TRAVIER.

Cité Educative Mosson Montpellier - Mise en place du plan d'actions 2020 - Approbation

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

Face à la progression des inégalités, et particulièrement celles liées aux chances de réussite scolaire, le programme « Cités Educatives » porté par les ministères de l'Education Nationale et de la Ville a pour objectif de créer des « territoires à haute qualité éducative », grâce notamment à une meilleure coordination des acteurs et des dispositifs.

La Ville de Montpellier s'est engagée dans cette démarche par délibération n°2019-250 du 18 juillet 2019 en formalisant sa candidature en vue de la labellisation du quartier Mosson comme « Cité Educative ». Le 5 septembre 2019, le Ministre de l'Education nationale et de la jeunesse et le Ministre de la Ville et du Logement ont labellisé 80 sites dont Mosson Montpellier « Cité Educative ».

Les grands axes du projet, fixés pour 3 ans au niveau national et rappelés dans la délibération du 18 juillet 2019, sont les suivants :

- Axe 1 : Conforter le rôle de l'école pour garantir la réussite des élèves ;
- Axe 2 : Promouvoir la continuité éducative en lien avec les parents ;
- Axe 3 : Ouvrir le champ des possibles (avenir et insertion).

1. Le projet « Cité Educative Montpellier Mosson » :

La « Cité Educative Montpellier Mosson », dont le périmètre s'étend jusqu'à Celleneuve, concerne 24 écoles (13 maternelles et 11 élémentaires, soit 3 784 élèves), 3 collèges (Garrigues, Escholiers de la Mosson, Rimbaud) et 1 lycée (Léonard de Vinci). La population totale concernée est de 29 420 habitants, dont 8 853 enfants et jeunes de 0 à 25 ans.

Co-construit par la Ville, la Métropole, l'Education Nationale et les services préfectoraux, le projet montpellierain s'attache à promouvoir les valeurs de la République – la liberté, la fraternité, la laïcité, mais aussi la solidarité, l'esprit de justice, le respect et l'absence de toutes formes de discrimination - valeurs qui sont rappelées dans la « Charte des Valeurs Partagées ». L'accent est mis sur le renforcement de la place des parents dans le cadre de la co-éducation, pour construire un système éducatif axé à la fois sur la maîtrise des fondamentaux (lire, écrire, compter, respecter autrui) et des connaissances et compétences du socle commun, supports de la réussite de chacun, mais aussi sur les facteurs de réalisation de soi et d'épanouissement, pour que les jeunes trouvent ainsi leur place de citoyens lucides, cultivés et autonomes.

L'ambition de la Cité Educative Mosson a vocation à s'inscrire en cohérence avec les dispositifs intervenant sur le quartier, Contrat de Ville, PRE, PEdT et ANRU ainsi qu'avec les partenariats déjà portés par la Ville de Montpellier, et notamment les engagements en faveur des Droits de l'Enfant (partenariat UNICEF « Ville amie des Enfants ») et ceux pour l'apprentissage tout au long de la vie (partenariat UNESCO « Ville apprenante »).

2. Le financement :

A l'échelle nationale une enveloppe globale de 100 M€ sur 3 ans (2020-2022) est dédiée aux 80 Cités Educatives.

Les crédits affectés à la Cité Educative montpelliéraine s'élèvent à 1,2M€ sur 3 ans, soit 400K€ par an, et sont complétés par une dotation d'amorçage de 115K€ déjà utilisée pour les projets 2019-2020. La part de cofinancement de la Ville et de la Métropole est fixée, au minimum, à 20%. Les services de l'Etat les collectivités locales (Conseil Régional, Conseil Départemental) ainsi que d'autres acteurs institutionnels (CAF, ARS, ...) ont vocation à participer au financement du projet, avec pour objectif d'atteindre un cofinancement de 50%.

3. Le plan d'actions 2020

Il prévoit la déclinaison sur le territoire de la Mosson des trois grands axes nationaux, avec des actions portées d'une part par la collectivité et d'autre part par les services de l'Etat.

➤ **Les actions portées par la collectivité** concernent les directions suivantes :

- *CCAS* :
 - o Prévenir le décrochage scolaire par le renforcement du PRE
- *Enfance* :
 - o Sensibiliser les parents aux risques de l'exposition précoce aux écrans (0-3 ans)
- *Education* :
 - o Renforcer les Projets d'Education Artistique et Culturelle dans les écoles
 - o Promouvoir des activités sportives par la création d'Ecoles multi sports
- *Cohésion sociale* :
 - o Prévenir les violences sexistes « tu m'aimes tu me respectes »
 - o Sensibiliser les élèves à l'accueil d'enfants en situation de handicap dans leur classe
 - o Renforcer le programme « J'agis pour ma santé »

- *Développement Economique* :
 - o Favoriser l'insertion professionnelle grâce à des passerelles écoles/entreprises

Trois actions portées par la collectivité sont également inscrites au plan d'actions de la Cité Educative, mais avec un financement au titre de la Dotation Politique de la Ville (DPV) :

- *Education* :
 - o Former ensemble des enseignants et des ATSEM (projet « Parler Bambin »)
- *Maisons pour Tous* :
 - o Créer un accueil de jeunes à la Maison Pour Tous Brassens
 - o Ouvrir un Café des Familles

Un **Fonds de soutien et d'accompagnement des projets associatifs** est également créé et un appel à propositions lancé pour encourager la mobilisation des acteurs du quartier.

Sur cette base, la part totale de financement de la collectivité pour l'année 2020 est estimée à **124 375 €** (voir tableau en annexe)

➤ **Les actions portées par les services de l'Etat** concernent :

- Le dépistage précoce des difficultés psychosociales et des troubles d'apprentissage (EN)
- L'accompagnement de la scolarisation des élèves allophones et des élèves non scolarisés antérieurement (EN)
- La prévention et le suivi santé : parcours santé (EN)
- La création d'un accueil de loisirs au collège (EN)
- Le renforcement de la continuité éducative par le développement de liens entre l'école et les parents. (2 actions pilotées par l'Education Nationale)
- La mise en place d'ateliers « devoirs avec les parents en classe » (EN)
- La création d'ateliers numériques destinés aux parents « Tab labs » (EN)
- La promotion des valeurs collectives et d'une culture commune du vivre ensemble pour les acteurs de la Cité Educative (Rémi Lemaitre). (DDCS)

Les **fonctions support** relatives à la communication, la coordination et l'évaluation, sont pilotées par le principal du Collège des Garrigues, chef de file de la Cité Educative. L'évaluation du projet fait l'objet d'un partenariat avec « Villes et Territoires Occitanie » et « Pluricité », organismes associés au processus national d'évaluation des Cités Educatives.

4. Les modalités de mise en œuvre

Elles sont définies et précisées par différents documents, et particulièrement :

- **La Convention Cadre Triennale** qui précise les conditions de financement de l'Etat. Elaborée par les Ministères de l'Education Nationale et de la Ville, elle a été approuvée par la Ville le 6 mai 2020 ;
- **La Charte des Valeurs Partagées** qui affirme les valeurs portées par les trois institutions pilotes (Ville, EN, Préfecture) et crée un cadre commun proposé à tous les partenaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prévoir la mise en œuvre du plan d'actions 2020 dans les conditions prévues par la Convention Cadre Triennale et dans le respect de la Charte des Valeurs partagées ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 14 octobre
2020**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 octobre 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention cadre triennale.pdf
- Cité Educative Plan d'actions 2020.pdf
- CE - Charte des Valeurs Partagées.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20201005-144605-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 15/10/20
Réception en Préfecture : 15/10/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.